



# Conseil économique et social

Distr. générale  
16 février 2007  
Français  
Original : anglais

---

## Comité chargé des organisations non gouvernementales

Reprise de la session de 2007

14-18 mai 2007

### Rapports quadriennaux pour la période 2002-2005 présentés par le Secrétaire général en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social

#### Note du Secrétaire général

Additif

#### Table des matières

	<i>Page</i>
1. Association for Aid and Relief, Japan (AAR Japan) .....	2
2. Association caraïbéenne pour la recherche et l'action féministe (CAFRA) .....	5
3. Health on the Net Foundation. ....	8
4. Interregional Union of Life Help for Mentally Handicapped Persons « Sail of Hope » .....	12
5. JMJ Children's Fund of Canada, Inc. ....	15



## **1. Association for Aid and Relief, Japan (AAR Japan)**

(Statut consultatif spécial octroyé en 1998)

### **I. Introduction**

#### **i) Buts et objectifs de l'organisation**

L'organisation Association for Aid and Relief, Japan (AAR Japan) a pour objectif de fournir une aide humanitaire aux personnes dans le besoin et de promouvoir l'autonomie et la prospérité de tous les êtres humains, tout en faisant preuve d'impartialité sur les plans politique, idéologique et religieux. Pour ce faire, depuis sa création en 1979, elle vient en aide aux plus vulnérables, y compris aux réfugiés et aux handicapés, dans toutes les régions du monde.

Au cours de la période 2002-2005, l'organisation s'est principalement concentrée sur le déminage, l'aide aux handicapés et les activités de secours d'urgence. Elle s'est aussi consacrée à la lutte contre le VIH/sida et à la prévention du paludisme et à la mobilisation en faveur de l'interdiction du commerce illicite des armes légères.

#### **ii) Changements importants survenus entre 2002 et 2005**

1. *Octroi du statut d'organisme sans but lucratif au Japon.* Après avoir obtenu le statut juridique d'association sans but lucratif au Japon en 2000, l'organisation a également été reconnue comme telle par les autorités fiscales du pays en 2003, ce qui a facilité son financement du fait que ses donateurs ont maintenant droit à des exonérations d'impôt. Elle est la dix-huitième de plus de 20 000 sociétés sans but lucratif à obtenir cette reconnaissance.

2. *Modifications des conditions d'adhésion.* En 2005, lors de l'examen de la composition de l'organisation, on a décidé de créer deux catégories de membres : les membres à part entière (ayant le droit de vote) et les membres associés (n'ayant pas le droit de vote). Cette modification a permis de préciser le rôle des membres et contribué à réduire les frais et la charge de travail que suppose la gestion d'un grand nombre de membres.

3. *Nouvelles affiliations.* Depuis son dernier rapport quadriennal en 2001, l'organisation s'est en outre jointe aux réseaux ou organismes suivants :

- Réseau japonais d'ONG s'intéressant aux handicapés (JANNET) (Japon)
- Dialogue ouvert et continu entre le Ministre des affaires étrangères et les ONG sur la santé mondiale, les maladies infectieuses et les questions de population (Japon)

## II. Contribution de l'organisation aux activités de l'ONU

### i) Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires ou à des conférences importantes ou autres réunions des Nations Unies

1. *Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects*

**Lieu :** Siège de l'Organisation des Nations Unies, New York

**Dates :** 15-17 juillet 2005

Le Coordonnateur des programmes a participé à cette réunion pour échanger des informations et points de vue avec d'autres représentants en vue de prendre des mesures communes dans ce domaine.

### ii) Coopération avec des organes ou des institutions des Nations Unies

1. *Mise en œuvre d'un projet en collaboration avec le Service de la lutte antimines (SLAM) de l'Organisation des Nations Unies*

**Période :** Du 9 octobre 2003 et jusqu'à 2005 et au-delà

L'organisation a conçu et mis en œuvre des projets de sensibilisation au danger des mines au moyen de manuels, d'affiches, de brochures et d'autres supports de sensibilisation (dans les langues vernaculaires et en anglais) destinés à être distribués en Afghanistan en collaboration avec le Centre de lutte antimines de l'ONU dans ce pays. Plus de 250 000 supports de ce type ont été distribués dans tout le pays par le biais des centres d'enregistrement des rapatriés (où ces derniers s'inscrivent pour recevoir des subventions en espèces, des produits alimentaires et des conseils pour survivre en période de postconflit), des écoles et des collectivités.

2. *Obtention d'un financement du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) en Afghanistan* en vue de la conception de dépliants de sensibilisation au danger des mines destinés aux enfants. Le film, les dépliants et les affiches réalisés dans le cadre des partenariats évoqués aux points 1 et 2 ont été adoptés comme supports didactiques officiels de l'ONU en Afghanistan et diffusés à l'échelle du pays.
3. *Autres activités de coopération avec des institutions des Nations Unies.* Dans le cadre de ses opérations de secours d'urgence menées à Sri Lanka, au Soudan et dans d'autres pays, l'organisation a coopéré avec plusieurs organismes des Nations Unies, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme alimentaire mondial, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).
4. *Partenariat en action (PARINAC) entre le HCR et les ONG.* L'organisation est un membre actif du Partenariat en action (PARINAC) entre le HCR et les organisations non gouvernementales au Japon.

**iii) Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement**

Par son action en Afrique et en Asie, l'organisation a contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Elle a été particulièrement active en Afrique dans le cadre de ses programmes axés sur les objectifs ci-après :

1. *Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous*

**Période** : Du 1<sup>er</sup> décembre 2004 et jusqu'en 2005 et au-delà

Dans le cadre de la lutte contre le VIH/sida, l'organisation a exécuté un projet à N'Gombe, en Zambie, pour assurer la scolarisation des orphelins et des autres enfants vulnérables. Plus de 80 enfants ont ainsi pu aller à l'école.

2. *Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile, et objectif 5 : Améliorer la santé maternelle*

**Période** : Du 1<sup>er</sup> décembre 2005 à ce jour

Élaboration et mise en œuvre d'un programme de santé maternelle et infantile à Kapoeta (Soudan). L'organisation a formé des accoucheuses traditionnelles en collaboration avec une organisation non gouvernementale locale.

3. *Objectif 6 : Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies*

1) Prévention du paludisme : Distribution de moustiquaires, éducation

**Lieux** : Camp de réfugiés de Meheba (Zambie) en 2003 et Luanda (Angola) en 2004

2) Lutte contre le VIH/sida : Construction de locaux destinés à la formation des jeunes et amélioration de ceux existant à Chilanga et à Lusaka (Zambie)

**Période** : Du 1<sup>er</sup> décembre 2004 à ce jour

**iv) Activités à l'appui des principes mondiaux**

L'organisation n'a pas participé aux travaux du Conseil économique et social ou de ses organes subsidiaires, ni à de grandes conférences. Cependant, comme indiqué plus haut, elle a participé à plusieurs réunions des Nations Unies consacrées au désarmement, notamment au déminage et aux armes légères, ce qui contribue indirectement à la réalisation des objectifs du Conseil économique et social. Elle entend poursuivre son action et son travail de mobilisation dans ce domaine dans plusieurs pays et compte axer ses efforts sur l'exécution de projets sur le terrain en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Elle s'intéresse également au sort des handicapés et à leur autonomie au Laos, au Cambodge, au Myanmar, en Afghanistan et au Tadjikistan. Bien qu'elles ne soient pas expressément mentionnées dans les objectifs du Millénaire pour le développement, ces activités n'en sont pas moins essentielles pour leur réalisation.

## 2. Association caraïbienne pour la recherche et l'action féministe (CAFRA)

(Statut consultatif spécial octroyé en 2002)

### I. Introduction

L'Association caraïbienne pour la recherche et l'action féministe (CAFRA) est un réseau régional de féministes, de chercheuses, de militantes et d'organisations féminines pour qui l'engagement politique féministe est une affaire à la fois de sensibilisation et d'action. L'Association s'attache à comprendre la relation entre l'oppression des femmes et les autres formes d'oppression dans la société et à œuvrer pour le changement.

L'Association est présente dans les pays des Caraïbes de langues anglaise, espagnole, française et néerlandaise où elle compte plus de 3 000 membres, y compris ceux des groupes jeunesse de formation récente. Elle inscrit son action dans le cadre du Programme d'action de Beijing et aligne ses programmes sur les 12 domaines critiques qui y sont énoncés. Le contexte socioéconomique fait clairement apparaître la nécessité :

- a) De mettre l'accent sur l'autonomisation des femmes;
- b) De remettre en question les structures macroéconomiques;
- c) De mobiliser des soutiens plus larges aux niveaux local, régional et international.

*Augmentation du nombre de membres.* Des groupes jeunesse ont été mis sur pied dans plusieurs pays membres de l'Association, ce qui constitue une mesure importante pour ménager une transition à la tête du mouvement féministe et pour inciter les jeunes femmes à devenir les dirigeantes de demain.

*Contraintes.* Le programme de travail de l'Association pour 2002-2006 a été soumis à ses membres et aux organismes donateurs. L'objectif à atteindre était de recueillir environ 2 millions de dollars des États-Unis sur cinq ans, ce qui s'est avéré difficile, car, bien que l'Association ait reçu des fonds de la Banque de développement des Caraïbes pour financer son projet d'élimination et de prévention de la violence familiale en 2002, la situation financière s'est progressivement détériorée depuis quatre ans. Le plus grave problème auquel se heurte l'Association (qui existe depuis 21 ans) est son manque de stabilité financière, dû à la récession générale à l'échelle de la région et à la révision des politiques des organismes donateurs. Portée par la pertinence de ses programmes et par son partenariat avec les Nations Unies, elle compte poursuivre ses efforts en vue de réunir les ressources nécessaires pour remplir sa mission de justice sociale.

## II. Résumé des activités de l'Association

### 2002

#### *Usage illégal des armes légères*

L'Association a été accréditée auprès de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et a coparrainé une conférence régionale sur le même thème qui s'est tenue à la Trinité-et-Tobago du 27 au 29 octobre 2002.

### 2003

L'Association a participé à la réunion préparatoire à l'examen de l'application du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement, qui s'est tenue du 6 au 10 octobre 2003, ainsi qu'à la Conférence internationale sur la population et le développement, qui s'est tenue les 11 et 12 novembre 2003, à la Trinité-et-Tobago dans les deux cas.

### 2004

#### *Développement durable des petits États insulaires en développement*

Du 26 au 30 janvier 2004, les pays des Caraïbes ont tenu une réunion aux Bahamas, à laquelle la représentante nationale de l'Association était présente, pour préparer l'examen de l'application du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement.

#### *Quatrième Conférence régionale sur les femmes*

La quatrième Conférence régionale sur les femmes de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes s'est tenue à Saint-Vincent-et-les Grenadines les 12 et 13 février 2004. La Vice-Présidente de l'Association a représenté l'Association.

#### *Beijing + 10*

Le Forum des ONG et la réunion officielle de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes sur Beijing + 10 se sont tenus à Mexico du 8 au 12 juin 2004. La représentante nationale, et ancienne Présidente, de l'Association y a assisté.

#### *Conférence internationale sur la population et le développement*

L'Association a collaboré avec la Fédération internationale pour la planification familiale à la rédaction d'un exposé de position pour faire connaître aux populations de l'Amérique latine et des Caraïbes les objectifs du Millénaire pour le développement et la Conférence internationale sur la population et le développement. Cet exposé a été présenté lors d'un colloque sur le thème « Le sexe et l'Hémisphère » qui s'est tenu à New York le 20 octobre 2004. Des représentants des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, des principaux organismes des Nations Unies, des donateurs et des groupes de la société civile ont participé aux débats.

L'Association a été invitée à se faire représenter lors du Forum des ONG tenu en parallèle à la réunion régionale de préparation de la Conférence internationale sur la population et le développement, qui s'est tenue à Porto Rico du 24 au 27 juin 2004 en présence de sa Présidente. Lors de la réunion officielle des Nations Unies, tenue du 28 juin au 2 juillet 2004, elle a lu la déclaration finale du Forum.

*Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA)*

La représentante de Saint-Vincent-et-les Grenadines au sein du comité régional de l'Association a participé à un atelier d'ONUSIDA sur la lutte contre le VIH/sida au sein des populations vulnérables dans la région, qui s'est tenu à la Jamaïque, du 10 au 13 décembre 2004.

**2005**

*Beijing + 10*

La quarante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 28 février au 11 mars 2005. L'Association a été représentée par la Coordinatrice, la Présidente et la représentante nationale de l'Association pour Porto Rico.

*Les armes à feu aux Caraïbes*

L'Association a été invitée à un atelier qui s'est tenu aux Bahamas le 12 mai 2005 et qui portait sur l'importation, la sortie et l'expédition en transit des armes à feu aux Caraïbes.

*Sommet mondial sur la société de l'information*

La réunion préparatoire du Sommet mondial sur la société de l'information pour les Caraïbes s'est tenue à Saint-Kitts du 4 au 6 juillet 2005. La représentante de Sainte-Lucie de l'Association a participé à cette manifestation de premier plan.

*Beijing + 10 – Consultation sur les priorités*

L'Association a été invitée à une consultation de groupe d'experts sur les priorités à respecter dans le cadre du suivi de l'examen et de l'évaluation décennaux de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, activité organisée par la Division de la promotion de la femme de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 31 octobre au 3 novembre 2005, à laquelle la représentante de Curaçao de l'Association a participé.

*Conférence internationale sur la population et le développement*

Le Fonds des Nations Unies pour la population a organisé un atelier sur le renforcement des capacités en vue d'élaborer des stratégies de mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, suite à l'examen décennal de 2004. L'atelier s'est tenu à Antigua les 8 et 9 décembre 2005 avec la participation de la représentante de la Jamaïque de l'Association.

### **3. Health on the Net Foundation**

(Statut consultatif spécial octroyé en 2002)

#### **I. Introduction**

##### **i) Les buts et objectifs de l'organisation et ses principaux domaines d'action**

L'organisation Health on the Net Foundation (HON) œuvre en faveur de la communication en ligne d'informations sanitaires utiles et fiables, et de leur utilisation appropriée et rationnelle, et donne des orientations en la matière. Créée en 1995, elle est une organisation non gouvernementale à but non lucratif (ONG). Depuis 10 ans, elle se concentre sur la question essentielle de la fourniture d'informations sanitaires aux citoyens, informations qui respectent les normes éthiques. Pour faire face à la masse exceptionnelle d'informations sanitaires disponibles sur le Net, son code de déontologie (<http://www.healthonnet.org/Conduct.html>) permet aux nombreux intéressés de s'entendre sur des normes visant à protéger les citoyens contre la communication d'informations sanitaires trompeuses.

#### **II. Contribution de l'organisation aux activités des Nations Unies**

##### **i) Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et aux grandes conférences et autres réunions des Nations Unies**

*Le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), Genève (Suisse), 10-12 décembre 2003*

Pendant le Sommet, les gouvernements et d'autres parties prenantes ont examiné la question controversée du contenu numérique. Pour aborder cette question fondamentale, la fondation a posé les premiers jalons en adoptant une démarche volontaire; elle a élaboré un code de déontologie, le code HON, qui peut être adopté par ceux qui publient des informations pour que les utilisateurs établissent une distinction et sachent que leurs sites Web sont des sources fiables (ICT4D Platform : <http://www.ict-4d.org/>). La fondation est associée aux hôpitaux universitaires de Genève, qui ont conçu des projets pour mettre à profit leurs connaissances spécialisées dans le domaine de l'information médicale en appui aux applications en télémédecine dans plusieurs pays en développement. Ces projets ont été présentés lors du Sommet.

On peut citer, parmi les activités menées dans le cadre de ces projets, la retransmission sur le Web de conférences scientifiques pour que les participants n'étant pas sur place puissent intervenir et poser des questions en direct aux orateurs; l'échange de connaissances Sud-Sud avec des étudiants de troisième cycle, et des cours de santé publique retransmis sur le Web par des hôpitaux régionaux au Mali (y compris l'échange d'images obtenues au moyen d'appareils photos numériques); l'échange de connaissances Sud-Nord pour permettre aux étudiants en médecine de suivre une formation en médecine tropicale à Genève (Suisse), de participer à des séminaires sur la lèpre ou la carence en iode organisés par des experts au Mali; et l'échange de connaissances Nord-Sud par l'envoi d'images de haute qualité pour permettre aux régions éloignées d'avoir accès à des images radiographiques ou de les examiner.



La fondation HON a reçu en 2003 le prix décerné pendant le Sommet mondial dans la catégorie eHealth (<http://www.wsis-award.org/index.pho?folder=54>). Centre trente-six pays ont pris part à une initiative mondiale visant à sélectionner, évaluer et promouvoir les exemples de pratique de référence en matière de contenu numérique et de créativité. Une manifestation de remise des prix a eu lieu le deuxième jour du Sommet, en présence de représentants des gouvernements des États Membres, d'entreprises du secteur privé, d'organisations de la société civile et de chefs d'État qui assistaient au Sommet.

*MEDNET 2003 « Internet et santé pour tous », 4-7 décembre 2003, Genève (Suisse)*

La fondation HON avait l'honneur et la responsabilité d'organiser la réunion annuelle de la « Society for the Internet in Medicine » (<http://www.hon.ch/Mednet2003>).

*Conférences organisées en rapport avec le Sommet*

La fondation HON a participé à la conférence organisée par le Conseil européen pour la recherche nucléaire (CERN) sur le thème « Le rôle de la science dans la société de l'information » (<http://www.cern.ch/rsis/>), les 8 et 9 décembre 2003 à Genève (Suisse).

eHealth 2003 – conférence de haut niveau, 22-23 mai, Bruxelles (Belgique) : « Les technologies de l'information et des communications (TIC) au service de la santé », conférence ministérielle et exposition organisée à cette occasion – la fondation HON a pris part à la conférence et participé à la rédaction de la Déclaration ministérielle sur la santé en ligne.

eHealth 2004 – conférence de haut niveau organisée par l'Union européenne sous la présidence de l'Irlande, 5 et 6 mai 2004, Cork (Irlande). La fondation HON a participé à cette conférence et présenté pendant deux jours des outils et meilleures pratiques dans le domaine des technologies de la société et de l'information, qui permettent d'améliorer l'efficacité, la qualité et l'accessibilité des services publics. Cela a été pour elle une occasion fantastique de faire la démonstration, devant tous les participants, essentiellement des ministres, des commissaires et des parties prenantes, de tous les services existants depuis près de 10 ans pour promouvoir la fiabilité des informations médicales et sanitaires diffusées sur Internet. Les participants de la conférence ont axé principalement leurs travaux sur les trois thèmes de l'eEurope Awards : 1) les outils eSanté pour l'information et les services aux citoyens; 2) les outils eSanté pour l'administration et les services aux citoyens; 3) les outils eSanté pour les soins à domicile et la télémédecine et les services aux citoyens. Les sujets abordés ont été notamment les suivants : les cartes-santé, les registres de soins intégrés, les décisions reposant sur une base concrète, les portails santé, la qualité des sites Web consacrés à la santé et à la télémédecine.

*Le « Forum des ONG pour la santé : exposé général sur la santé en ligne », 30 mars 2006, Genève (Suisse)*

La fondation HON a participé à ce forum et examiné la façon dont la santé en ligne peut contribuer à l'avancement de la mission du Forum des ONG pour la santé.

**ii) Coopération avec les organes des Nations Unies ou les institutions spécialisées ayant des activités dans le domaine de la santé**

*« La contribution de la santé en ligne au renforcement du système de santé »,  
23 mai 2006, Genève (Suisse)*

En marge de l'Assemblée mondiale de la santé et en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), deux États africains (Cameroun et Mali) et l'État de Genève (Suisse), la fondation HON a organisé la conférence. Celle-ci a consacré le lien entre l'OMS et la fondation HON, ainsi que la coopération sans cesse croissante entre la Suisse, l'Europe et l'Afrique dans le domaine de la santé grâce à l'utilisation rationnelle des nouveaux outils de communication, notamment la toile – cette manifestation marquante a démontré que le regroupement de diverses compétences permet de créer de nouvelles synergies pour le développement de la santé en ligne (<http://www.hon.ch/OMS/program.html>).

*« La crédibilité de l'information médicale en ligne : étude des particularités des pays d'Afrique francophone »*

Avec ce nouveau projet, réalisé en partenariat avec l'Université de Genève (Suisse), l'OMS, l'Institut universitaire d'études du développement, et l'Institut des sciences sociales au Mali, la fondation HON cherche à faire mieux comprendre les enjeux de la mondialisation des informations sanitaires et à étudier les éléments structurels d'une information crédible. Cette étude portera essentiellement sur les contenus destinés aux professionnels de la santé dans les pays d'Afrique francophone. Le but principal du projet sera de publier des lignes directrices pour la création de contenus de qualité à l'intention des éditeurs, actuels et futurs, de sources d'information médicale dans les pays d'Afrique francophone. Approuvé pour une durée d'une année, le projet est financé par le Réseau universitaire international de Genève (Suisse), 2006/07 (GIAN <http://www.ruig-gian.org/>).

**iii) Initiatives prises par l'organisation en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)**

**Objectif 4** : Réduire la mortalité infantile

**Cible 5** : Réduire des deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans

Mesures prises : mise au point de matériel de formation théorique et pratique destiné aux mères : ([http://www.hon.ch/Dossier/MotherChild/childhood\\_diseases/childhood\\_diseases.html](http://www.hon.ch/Dossier/MotherChild/childhood_diseases/childhood_diseases.html))

**Objectif 5** : Améliorer la santé maternelle

**Cible 6** : Réduire des trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle

Mesures prises : mise au point de matériel de formation théorique et d'orientations à l'intention des femmes : glossaire sur la mère et l'enfant : (<http://www.hon.ch/Dossier/Mother/Child/>)

**Objectif 6** : Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies

**Cible 8** : D'ici à 2015, avoir enrayé le paludisme et d'autres maladies graves et commencer à inverser la tendance actuelle

Mesures prises : mise au point de matériel didactique sur les déficiences visuelles recensées dans l'Agenda 2020 de l'Organisation mondiale de la santé pour dégager une vision mondiale : ([http://www.hon.ch/PROVISU/index\\_MV2\\_en.html](http://www.hon.ch/PROVISU/index_MV2_en.html))

**Objectif 8** : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

**Cible 18** : En coopération avec le secteur privé, faire en sorte que les avantages des nouvelles technologies, en particulier dans les domaines de l'information et de la communication, soient accordés à tous

Mesures prises : la première mesure vise à établir une collaboration durable avec le Medical Research Council (MRC) (Conseil pour la recherche médicale), d'Afrique du Sud. Le MRC est maintenant le centre d'accréditation de la fondation HON pour les sites Web des pays d'Afrique anglophone consacrés à la santé et à la médecine. La deuxième mesure consiste à établir un partenariat durable avec les pays d'Afrique francophone dans le cadre d'un accord entre la fondation HON et le Gouvernement de la République du Mali. Grâce à ce partenariat, une représentation officielle a été établie à Bamako (Mali). La troisième mesure concerne le projet « La crédibilité d'une formation médicale en ligne : étude sur les particularités des pays d'Afrique francophone ». Il s'agit de l'un des projets réalisés par le Bureau de la Fondation HON dans les pays d'Afrique francophone.

## **4. Interregional Union of Life Help for Mentally Handicapped Persons « Sail of Hope »**

**Statut consultatif spécial octroyé en juillet 2002**

### **I. Introduction**

Les buts et objectifs de l'organisation et ses principaux domaines d'action sont les suivants : protéger les enfants et les adultes handicapés mentaux en Russie et défendre leurs droits, en faisant adopter des lois en leur faveur et en travaillant avec leurs parents, dans le cadre de séminaires et de conférences; tisser des liens avec le monde de l'éducation – en milieu familial et scolaire –, de la médecine ou du travail et organiser des activités sportives et des sorties en plein air, bénéfiques pour le corps, le moral et l'esprit.

#### **Contribution de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies**

Chaque année, nous participons aux sessions annuelles de la Conférence des organisations non gouvernementales/Département de l'information, qui se tiennent à l'ONU, à New York.

Nous contribuons aussi fortement aux activités de l'Organisation grâce à diverses conférences et aux activités que nous menons en Russie.

Il nous a été très difficile de participer à des rencontres internationales à cause de l'insuffisance de fonds et du manque de personnes pour nous y représenter. Cela a maintenant changé grâce au recrutement d'une équipe entièrement bénévole, située aux États-Unis.

#### **Année 2002**

*Mars-juillet 2002* : Création de deux centres préscolaires à Astrakhan, d'un centre à Belgorod et d'un centre à Kemerovo (Russie). Ils ont été établis pour préparer les enfants handicapés mentaux à l'école.

*Octobre 2002* : Festival annuel d'art pour handicapés mentaux, Iekaterinbourg (Russie). Ce festival permet aux handicapés mentaux d'exposer leurs œuvres et, par ce truchement, de contribuer à la vie de leur collectivité.

*27 mai* : Table ronde intitulée « Qui a besoin des enfants de la Russie? », Moscou. Cette table ronde s'est intéressée à l'utilité des enfants handicapés mentaux pour les diverses couches de la société russe.

*18 octobre* : Séminaire intitulé « Les orphelins en Russie et la politique de l'État russe à leur égard ». La politique de l'État russe consiste à garder les orphelins, en particulier ceux qui sont handicapés mentaux, dans les orphelinats. À l'âge adulte, ils ont droit à un appartement, mais les orphelins handicapés mentaux ne sont pas adaptés à la vraie vie. Les directeurs de certains orphelinats ont commencé à faire construire des « appartements » à l'intérieur des orphelinats et s'emploient à aider les jeunes à apprendre à vivre dans un appartement, qui comporte une chambre, un petit salon et une cuisine avec un coin salle à manger.

*5 décembre* : Conférence consacrée aux « instruments internationaux sur les questions relatives aux handicapés mentaux ». La plupart des pays ont adopté les règles fondamentales de la Déclaration des droits du déficient mental mais pas la Russie. Sail of Hope, en revanche, a fait siennes ces règles des Nations Unies.

*Du 20 avril au 30 mai* : Programme intitulé « On a besoin de vous », Moscou. Ce programme, qui est organisé chaque année, permet aux handicapés mentaux de montrer leur savoir-faire grâce à diverses activités sportives, en salle et en plein air, à l'art, à la menuiserie et à d'autres techniques faisant intervenir notamment l'habileté motrice.

*20 février* : Dialogue des générations pour les grands-parents de handicapés mentaux, Moscou. Des personnalités sont réunies pour discuter avec les grands-parents de handicapés mentaux et mettre en valeur l'apport que leurs petits-enfants peuvent faire à la société.

*Du 3 au 10 janvier et du 5 au 12 juin* : Compétitions sportives, région de Moscou. Il s'agit de préparer les handicapés mentaux en vue de leur participation à des compétitions sportives.

*Juin 2002* : « Journée internationale de protection de l'enfant handicapé mental », consacrée à des activités en plein air destinées exclusivement aux enfants, Moscou.

*Décembre 2002* : Journée internationale des personnes handicapées, Moscou.

### **Année 2003**

Contribuer aux organisations qui s'occupent d'enfants handicapés mentaux d'âge préscolaire.

*12 février* : Séminaire sur la formation professionnelle des jeunes handicapés mentaux, Moscou. La formation professionnelle est nécessaire à l'insertion sociale des handicapés mentaux. Ce séminaire vise à mettre en commun des données tirées de l'expérience, des idées nouvelles, des propositions concernant de nouveaux types d'activités professionnelles, et à sensibiliser les interlocuteurs aux spécificités des handicapés mentaux.

Établissement de centres de réinsertion pour handicapés mentaux, Moscou.

*Du 10 au 17 mars* : Festival d'art pour les handicapés mentaux, Iekaterinbourg (Russie).

*11 et 12 mars* : Conférence internationale intitulée « Le combat des organisations non gouvernementales pour les droits des handicapés », Moscou.

*Avril 2003* : Collaboration avec les orphelinats concernant les enfants handicapés mentaux, région de Penza (Russie).

### **Année 2004**

*26 mai* : Table ronde sur le « rôle de la famille dans l'éducation des handicapés mentaux », Moscou.

Il existe maintenant dans la région de Moscou 26 centres qui s'emploient à aider les handicapés mentaux sur le plan des apprentissages premiers.

*5 et 6 octobre* : Conférence du « partenariat social entre les organisations non gouvernementales et l'État » (Russie). Notre État, grâce aux activités de nos organisations non gouvernementales, notamment celles de « Sail of Hope », accorde de plus en plus d'attention à cette question « sociale ».

**Année 2005**

*18 et 19 novembre* : Exposé fait à Moscou par l'organisation « Sail of Hope » sur les lois qu'elle propose de faire adopter en faveur des enfants handicapés mentaux en Russie.

*Du 10 au 17 mars* : Exposition d'œuvres d'art réalisées dans toute la Russie par des handicapés mentaux, Moscou.

*Du 2 au 9 juin* : Concours de chant et de danse pour les handicapés mentaux de Moscou.

*Juin 2005* : Journée internationale pour la protection de l'enfance.

*Décembre 2005* : Journée internationale des personnes handicapées, Moscou, avec la participation d'anciennes républiques soviétiques, de l'Allemagne et de la France.

## **5. JMJ Children's Fund of Canada**

(Statut consultatif spécial octroyé en 1998)

### **I. Introduction**

Organisation caritative non confessionnelle à but non lucratif fondée en 1972 dans le but précis d'aider les enfants dans le besoin, JMJ Children's Fund of Canada octroie des fonds à des personnes responsables pour qu'elles puissent nourrir, loger et vêtir des enfants qui autrement seraient dans le dénuement, et pourvoir à leur éducation. Elle prend également en charge les soins médicaux, le cas échéant.

L'organisation se compose d'un groupe relativement restreint de bénévoles qui souhaitent aider, de toutes les manières possibles, les enfants dans le besoin; depuis 1972, elle a élargi ses activités aux régions du monde où les enfants ne bénéficiaient d'aucune aide. JMJ est tributaire du soutien des donateurs et dispose donc de fonds limités. Par ailleurs, les membres de l'organisation sont parfois informés trop tard des activités du Conseil économique et social pour prendre des mesures pour y contribuer.

### **II. Contribution de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies**

Au cours de la période visée (2002-2005), le Président de l'organisation ou l'un de ses représentants a participé aux rencontres suivantes :

Quarante-sixième session de la Commission de la condition de la femme, tenue du 4 au 15 mars 2002 au Siège de l'ONU à New York;

Sommet mondial pour le développement durable, tenu à Johannesburg (Afrique du Sud), du 26 août au 4 septembre 2002;

Quarante-septième session de la Commission de la condition de la femme, tenue du 3 au 14 mars 2003 au Siège de l'ONU à New York;

Onzième session de la Commission du développement durable, tenue à New York, du 28 avril au 9 mai 2003;

Quarante-huitième session de la Commission de la condition de la femme, tenue du 1<sup>er</sup> au 12 mars 2004 au Siège de l'ONU à New York;

Douzième session de la Commission du développement durable, tenue à New York, du 14 au 30 avril 2004;

Treizième session de la Commission du développement durable, réunion préparatoire intergouvernementale, tenue à New York, du 28 février au 4 mars 2005; et

Quarante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme sur l'examen et l'évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et du Document final de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, tenue du 28 février au 11 mars 2005, au Siège de l'ONU à New York.

### **Activités visant à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement**

Depuis 2002, JMJ apporte son concours, en collaboration avec l'Institut international d'agriculture tropicale, à un programme alimentaire destiné à une maison de redressement, située à Ibadan (Nigéria) et réservée aux femmes qui résident sur le campus d'Ibadan. JMJ contribue à procurer deux repas par semaine à une cinquantaine de jeunes, dont certaines sont incarcérées pour des petits délits et d'autres purement et simplement abandonnées et livrées à elles-mêmes. En 2003, en collaboration avec des étudiants de l'Institut, JMJ a contribué à équiper le centre d'accueil de sanitaires.

En 2005, JMJ a reçu une demande de la personne qui a fondé le Mouvement du Tiers-monde contre l'exploitation des femmes, qui a mis en place un programme, aux Philippines, pour aider les filles qui ont subi des sévices ou qui se prostituent. Certaines ont des enfants. Ces derniers sont logés et pris en charge au centre d'accueil et de soins Nazareth, à Quezon City, sur l'île de Luzon, qui dispose en fait de trois établissements (Nazareth Growth Home-GenSan, Bethany Transition Home-Marikina et Bethany Transition Home-Lipa). JMJ apporte son soutien au volet puériculture de ce programme.

La première fois qu'ils viennent au centre ou lorsqu'ils sont intégrés au programme, les enfants bénéficient d'un examen médical complet qui permet de déterminer leur état de santé. Cinq petites filles qui avaient été entraînées très tôt dans la prostitution ont été traitées pour des maladies sexuellement transmissibles et une série d'analyses biologiques a été réalisée avant leur installation au centre d'accueil. Les enfants ont reçu des médicaments contre la fièvre et la grippe, ainsi que des vitamines et du lait comme suppléments nutritionnels.

Outre les activités décrites ci-dessus, pour la période visée (2002-2005), JMJ a également contribué aux objectifs du Millénaire pour le développement dans les régions suivantes : Accra (Ghana), Mzuzu (Malawi), Port-au-Prince (Haïti) et Tamil Nadu (Inde du Sud).

Dans le cadre des efforts qu'elle fait pour éliminer la misère et la faim, l'organisation JMJ a aidé 25 filles dans le dénuement à bénéficier d'un enseignement à Mzuzu (Malawi) mais, estimant que l'on ne peut pas apprendre le ventre vide, elle a veillé à ce qu'elles reçoivent également des suppléments nutritionnels.

Depuis plusieurs années, JMJ aide à pourvoir à l'alimentation et à l'instruction d'enfants vivant à Accra (Ghana). L'une des filles ayant bénéficié de ce programme a récemment été admise à la faculté de mathématiques de l'Université de Cape Coast (Ghana). JMJ prend à sa charge les droits de scolarité et les frais de subsistance pendant qu'elle est à l'université.

JMJ procure aussi des fonds pour pourvoir à l'éducation des enfants des rues de Port-au-Prince (Haïti) chaque année depuis 2003. Ce programme prévoit aussi l'achat de livres, de fournitures scolaires et d'uniformes, ainsi que l'apport de soins nutritionnels.

En 2004, JMJ a donné suite à un appel de fonds afin de fournir des vêtements et de pourvoir à l'éducation et à l'alimentation de 50 élèves dans le diocèse de Chingleput, au Tamil Nadu (Inde du Sud). Pendant l'année scolaire 2005, une



centaine d'enfants ont reçu des trousse de fournitures scolaires, contenant des stylos, des crayons et du papier. Des pupitres ont également été achetés pour une cinquantaine d'entre eux.

Depuis 2005, comme nous l'avons mentionné ci-dessus, en coopération avec le Mouvement du Tiers-monde contre l'exploitation des femmes, JMJ a aidé des mères célibataires ou victimes de sévices à bénéficier de soins prénatals dans plusieurs centres aux Philippines et de conseils pour prendre soin de leurs nourrissons. Ce programme a permis à des mères célibataires ou victimes de sévices de recevoir des vivres, une formation sur le plan nutritionnel, une éducation et un logement, et d'apprendre à gagner leur vie, par exemple grâce à l'agriculture, à l'élevage de poulets ou à la couture.

JMJ s'est toujours intéressée de manière active aux personnes touchées par la pandémie de sida. En 2002, l'organisation a commencé à participer au Youth Alive Program. Elle favorise et appuie un programme, au Malawi, visant à apprendre aux jeunes à faire les bons choix afin qu'ils prennent leur vie en main et luttent contre le sida. Plusieurs ateliers ont été organisés, avec l'aide de jeunes, du 2 au 10 juin 2005 à Lilongwe, auxquels ont participé huit établissements d'enseignement secondaire, et qui ont permis de former quelque 1 500 élèves; et du 24 au 26 novembre 2005, à Lusangazi, auxquels ont participé 200 personnes.

Par ailleurs, JMJ a parrainé un atelier sur la prévention du sida au Malawi, à l'occasion de la quarante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme, qui s'est tenue le 2 mars 2005 à New York.

---